

# Perspectives

N°21/117 – 13 avril 2021

## AMÉRIQUE LATINE – Le douloureux bilan social de la Covid-19

Alors que l'Amérique latine est secouée par une vague de revendications économiques et sociales depuis 2019, les conséquences de la crise sanitaire risquent d'être décisives au moment même où le calendrier électoral est chargé<sup>1</sup>. Les coûts économiques et humains sont lourds : un terreau propice au mécontentement social, à la demande de revirement des politiques économiques et, *in fine*, à l'émergence de dirigeants populistes. Avec une chute du PIB de 7%<sup>2</sup> en 2020 (contre un recul de 3,3% et 2,2% pour, respectivement, le PIB mondial et celui des pays émergents et en développement) et endeuillée par les 806 000 morts du coronavirus (pour 25 574 000 cas)<sup>3</sup>, la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) est la plus sévèrement frappée par la pandémie. La Covid-19 a mis en lumière des fragilités enracinées et endémiques du sous-continent ayant trait aux systèmes de santé, à la protection sociale, à la capacité redistributive des États et à l'informalité.

D'après l'OIT<sup>4</sup>, l'ALC est la zone qui a enregistré la plus importante perte en termes d'heures travaillées et de revenus du travail en 2020. Les heures travaillées ont baissé de 16,2% (contre -8,8% au niveau mondial), soit une destruction de près de 39 millions d'emplois à temps complet (48 heures/semaine). La perte de revenus du travail au sein de la région durant les trois premiers trimestres 2020 est estimée à 19,3% (contre -10,7% au niveau mondial). L'augmentation pourtant rapide du taux de chômage (2,3 points de pourcentage, p.p., pour s'établir à 10,3%, contre 8% en 2019) ne rend compte que partiellement de la destruction d'emplois, elle-même masquée par la baisse inédite du taux d'activité (de 62,6% à 57,2%). Près de 23 millions de personnes découragées auraient quitté la population active. Le taux d'emploi a diminué de 57,8% à 51,5%.

La destruction d'emplois a tout particulièrement affecté les catégories professionnelles pour lesquelles les taux d'informalité sont les plus élevés. Exclue du système de protection sociale et particulièrement pénalisés par la pandémie, la crise a évidemment mis en évidence la vulnérabilité des travailleurs informels. Comme le souligne un rapport conjoint de l'OIT et de la CEPAL<sup>5</sup>, compte tenu de la structure du marché du travail dans laquelle l'emploi salarié reste en moyenne prépondérant, la destruction d'emplois se concentre précisément sur l'emploi salarié (45% des destructions totales d'emplois au deuxième trimestre 2020) puis sur le travail indépendant (31%), les employés de maison (10%), le travail familial non rémunéré (7%) et, enfin, les employeurs eux-mêmes (7%). Les variations (sur un an) font, en revanche, apparaître l'extrême vulnérabilité des « non-salariés en entreprises » : l'emploi salarié recule de 15% (seulement...) alors que, par exemple, les employés de maison voient leur nombre se contracter de 34%. Un retour progressif aux activités productives et une stabilisation de l'emploi étaient néanmoins déjà observables au troisième trimestre 2020 (OIT, janvier 2021).

<sup>1</sup> Calendrier (principales élections) : Chili (élections constituant, gouverneurs, régionales et municipales, présidentielles, législatives), Pérou (élections générales), Mexique (élections fédérales et locales), Argentine (élections législatives), élections également en Equateur, au Nicaragua, au Paraguay, au Honduras.

<sup>2</sup> FMI, *World Economic Outlook Update*, avril 2021.

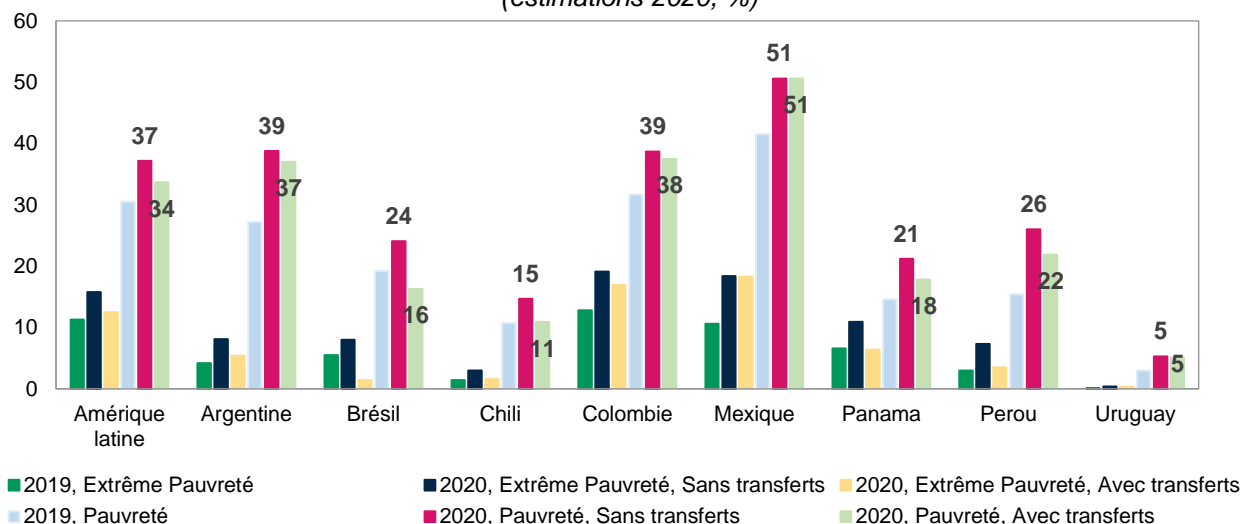
<sup>3</sup> Reuters *Covid-19 tracker*, 8 avril 2021.

<sup>4</sup> Voir notamment : Bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes – "Panorama Laboral en tiempos de COVID-19 : Impactos en el mercado de trabajo y los ingresos en América Latina y el Caribe, Segunda edición" (30 septembre 2020) - "Observatorio de la OIT: La COVID-19 y el mundo del trabajo. Séptima edición" (25 janvier 2021).

<sup>5</sup> CEPAL / OIT – "Coyuntura Laboral en América Latina y el Caribe. La dinámica laboral en una crisis de características inéditas: desafíos de política" - novembre 2020

Les pertes d'emploi et de revenus ont donc tout d'abord pénalisé les segments les plus précaires, aggravant les taux de pauvreté et les inégalités. En effet, d'après une étude de mars 2021 menée par la CEPAL<sup>6</sup>, le taux de pauvreté<sup>7</sup> devrait augmenter de 30,5% à 33,7% et affecter 209 millions de personnes (soit 22 millions de personnes supplémentaires). Le taux d'extrême pauvreté devrait passer de 11,3% à 12,5% pour atteindre 78 millions de personnes (soit 8 millions de personnes supplémentaires). Pour trouver des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté similaires, il faut remonter à, respectivement, 2008 (33,5%) et 2000 (12,4%) : un douloureux retour en arrière. Sans les aides d'urgence et les programmes de transfert, les taux auraient été plus élevés : le taux d'extrême pauvreté aurait atteint 15,8% et le taux de pauvreté 37,2%.

**Amérique latine (17 pays) : taux de pauvreté et d'extrême pauvreté**  
(estimations 2020, %)



Sources : CEPAL, Crédit Agricole SA/ECO

La contraction de l'activité économique consécutive à la pandémie est donc un facteur de « mobilité sociale descendante ». En effet, la CEPAL suggère qu'entre 2019 et 2020, la population vulnérable vivant avec des revenus jusqu'à trois fois le seuil de pauvreté a augmenté de 3,3 p.p. ; la population à revenus faibles aurait connu une augmentation de 4,5 p.p. et la population à revenus moyens aurait diminué dans des proportions similaires (-4,1 p.p.). Ainsi, parmi les 59 millions d'individus appartenant à la couche de revenus moyens en 2019, 31 millions d'entre eux auraient basculé dans la population à revenus faibles et 3 millions seraient tombés dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté en 2020. En conséquence, déjà considérée comme la région la plus inégale en termes de revenus<sup>8</sup>, l'Amérique latine serait encore victime d'une hausse prononcée des inégalités en 2020. Cette hausse se traduirait par une augmentation de 5,6% de l'indice de Gini moyen régional égal à 0,46 (ou bien de 2,9% en prenant en compte les programmes de transferts).

L'année 2020 laisse donc derrière elle des sociétés toujours plus fragmentées et vulnérables, complexifiant encore (s'il en était besoin) l'élaboration (et les arbitrages) des politiques économiques (consolidation budgétaire, réformes fiscales, politiques du marché du travail, infrastructures et État de droit).

Article publié le 9 avril 2021 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

<sup>6</sup> CEPAL, ONU – "Panorama Social de América latina 2020" – mars 2021

<sup>7</sup> Afin de procéder à des comparaisons internationales, pour chaque pays de la région, la CEPAL mesure les taux de pauvreté en calculant un seuil de pauvreté absolu, obtenu par la méthode des besoins fondamentaux, tout en employant une approche par les revenus. D'une part, le seuil de pauvreté extrême est défini comme le niveau de revenu minimum nécessaire pour couvrir le coût d'un panier de biens alimentaires. D'autre part, le seuil de pauvreté correspond au niveau de revenu minimum nécessaire pour couvrir le coût d'un panier de biens alimentaires et non-alimentaires de base.

<sup>8</sup> Les 10% les plus riches de la région concentrent 22 fois plus de richesses que les 10% les plus pauvres et les 1% les plus riches possèdent 21% du revenu total (BID, septembre 2020).